

L'énergie nucléaire a un avenir en Europe

Dr. Rolf Linkohr

Directeur du C.E.R.E.S. (Center for European Energy Strategy), Bruxelles

9 octobre 2007

Supplément « Energie » de la Frankfurter Allgemeine Zeitung

Selon nos connaissances actuelles, l'énergie nucléaire connaîtra une renaissance. Si on se base sur les plans de nombreux pays, près d'une centaine de centrales nucléaires nouvelles verront le jour dans le monde entier au cours des prochaines décennies. Actuellement, il en existe 439. Les nouvelles centrales nucléaires de la troisième génération auront, en règle générale, une puissance plus importante que celles de la première et de la deuxième génération. Leur disponibilité sera également plus grande. Ainsi, la part de l'électricité nucléaire augmentera plus que le simple nombre des centrales nucléaires le donne à penser.

Actuellement, 34 centrales nucléaires sont en cours de construction. Aux États-Unis et ailleurs, les préparatifs sont suffisamment avancés pour que la construction de plusieurs centrales sera lancée dans les années qui viennent. Pour celui qui ne se contenterait pas de ces indications, il suffit de jeter un coup d'œil sur les prix de l'uranium qui ont été multipliés par six au cours des dernières six années. Et les fournisseurs de centrales nucléaires se préparent à la vague d'investissements par une coopération renforcée, voire par des fusions.

L'Europe ne reste pas à l'écart de cette tendance. Actuellement, non seulement la Russie et l'Ukraine, mais aussi la Finlande, la France, la Bulgarie et la Roumanie construisent de nouvelles centrales. Des plans concrets existent en Grande-Bretagne qui veut remplacer ses centrales de la première et de la deuxième génération. Les États baltes souhaitent, en coopération avec la Pologne, remplacer la centrale de type soviétique RBMK d'Ignalina en Lituanie par une installation aux normes actuelles. La Slovaquie et la Tchéquie envisagent l'agrandissement de leur parc. Et la Finlande réfléchit sérieusement à une sixième tranche. En Suisse, on verra probablement en 2009 une votation sur la construction de nouvelles centrales nucléaires. Et la Turquie vient de voter une loi, l'année dernière, qui devra permettre l'accès à l'énergie nucléaire.

Un certain nombre de pays, dont la France, la Suisse et les Pays-Bas, ont allongé les durées d'exploitation de certaines centrales existantes. Et la Suède qui, en principe, s'était engagée par référendum à l'abandon de l'énergie nucléaire, hésite à faire ce pas. De toute façon, l'opinion publique y a changé, passant du rejet de l'énergie nucléaire à une tolérance prudente.

Mais ce synoptique ne doit pas faire ignorer qu'il existe toujours une forte résistance contre l'énergie nucléaire. Ni l'Autriche ni l'Espagne, ni l'Italie ni l'Allemagne, ni le Portugal ni l'Irlande n'envisagent actuellement la construction de nouvelles centrales nucléaires. Même l'allongement de la durée d'exploitation est contestée en Espagne et en Allemagne. Et selon les sondages, l'opinion publique est éloignée de l'enthousiasme suscité par la première

génération de centrales nucléaires, il y a une cinquantaine d'années. Néanmoins, il est incontestable que l'attitude des hommes envers l'énergie nucléaire est en cours d'évoluer. L'énergie nucléaire est de plus en plus considérée comme utile.

L'UE tient compte de cette évolution. Récemment, elle a créé à Prague et à Bratislava un forum européen sur l'énergie nucléaire chargé de se pencher sur l'avenir de l'énergie nucléaire en Europe et d'élaborer des propositions. En outre, un groupe dit de haut niveau chargé de la sécurité nucléaire et du traitement des déchets devra traiter les questions de la sécurité. Et une plate-forme technologique sur l'énergie nucléaire durable devra se pencher sur la recherche nucléaire. En outre, l'UE participe à la mise au point de nouvelles conceptions de réacteurs dans le cadre de la génération IV.

À côté de la fission nucléaire, l'Europe étudie également la fusion nucléaire. À Cadarache, dans le midi de la France, on construit l'ITER, un réacteur international de fusion dans lequel le plasma est confiné dans une enceinte magnétique. Avant l'été, un autre projet de fusion a été décidé qui compte exploiter l'effet de lasers à haute concentration d'énergie. À côté de l'enfermement magnétique, on mettra ainsi en œuvre la fusion dite par inertie.

Les raisons de la renaissance de l'énergie nucléaire sont évidentes. La dépendance de l'Europe des importations d'énergie commence à prendre des allures inquiétantes.

Et la politique en matière de climat fournit une autre raison à la renaissance de l'énergie nucléaire. Car, quoi qu'on puisse penser d'elle, la fission de l'uranium ne dégage pas de CO₂.

Et la recherche ne s'est pas arrêtée. Nous savons aujourd'hui comment améliorer considérablement la sécurité des centrales nucléaires, nous savons aussi – au moins en principe – comment réduire par transmutation la demie-vie radioactive des isotopes de longue durée.

Bref, nous avons appris des erreurs du passé.

Or, il subsiste trois problèmes que nous ne devons pas passer sous silence. Nulle part, il n'existe aujourd'hui un lieu de stockage final qui fonctionne. Toutefois, ce manque est moins un problème de la physique que de la psychologie politique. Plus grave est le risque de la prolifération des armes nucléaires par abus de la technique nucléaire. Une révision du traité de non-prolifération serait nécessaire de toute urgence pour que le circuit international des combustibles puisse être parfaitement contrôlé. Et tertio – il ne doit plus arriver d'accident majeur. Sinon, la renaissance pourrait prendre fin très rapidement.